

## *Numéros commençant par 080 et 081*

*Consultation publique sur le projet de décision relatif aux numéros du plan national de numérotation commençant par 080 et 081  
(17 juillet 2009 – 30 septembre 2009)*

### **I. Introduction**

#### ***I.1. Le plan national de numérotation actuel***

#### ***I.2. Le constat***

<b>Question n°1 :</b> Partagez vous le constat dressé par l'Autorité ?	<p>La situation des numéros 080 et celle des numéros 081 est très différente : les premiers donnent lieu à un coût pour le service appelé et ce, quelle que soit la boucle locale appelante, fixe ou mobile, ce qui n'est pas le cas pour les seconds avec les tarifs actuels.</p> <p>Les numéros dits « à couts partagés » ont été créés à un moment où les prix des communications téléphoniques étaient élevés. Il fallait donc un tarif permettant de répartir les coûts de communications entre appelant et appelé. Avec la baisse des coûts des communications et l'apparition des forfaits, ce besoin a disparu.</p> <p>Plus récemment est apparue, du fait des lois Chatel et LME, la nécessité de créer un palier « non surtaxé » qui soit également non gratuit : il s'agit d'un réel besoin par ce que les solutions actuelles (numéros 09 ou numéros géographiques) ne sont qu'un pis aller.</p>
---	--

### **II. Objectifs**

#### ***II.1. Recréer des tranches de numéros de services à valeur ajoutée non surtaxés : les 080 et 081***

#### ***II.2. Clarifier la tarification des numéros 080 et 081 depuis les réseaux mobiles***

<b>Question n°2 :</b> Que pensez-vous des objectifs poursuivis par l'Autorité concernant les tranches 080 et 081 ?	<p>Sur le premier objectif, au delà de définir des tranches de numéros non surtaxés, il nous semble essentiel surtout de définir un tarif limite non surtaxé, ce tarif étant ensuite applicable à des tranches ou sous-tranches qui deviennent non surtaxées de ce fait : ceci nous semble également aller dans le sens des recommandations du rapport du CGTI sur la tarification au numéro.</p> <p>Sur le deuxième objectif, nous pensons qu'il faut sans tarder mettre en place une vraie séparation communication et service comme préconisée par le rapport CGTI.</p>
---	--

## II.3. Les autres tranches de numéros SVA

Commentaire	Il faut généraliser le modèle C+S sur l'ensemble des 08AB (et 3BPQ) avec un schéma cible identique pour les opérateurs mobiles (qui le sont déjà pratiquement) et pour les opérateurs fixes qui le sont également pour leur offres sur IP (le plus souvent en forfaits illimités) et qui ne le sont pas encore sur RTC pour leurs offres hors forfaits. La grille cible pourrait être celle décrite ci-dessous...
-------------	---

<i>Numéros commençant par</i>	<i>Tarif S maximal appliqué à l'appelant depuis les réseaux fixes ou mobiles avec tarif C de communication inclus dans les forfaits limités ou illimités</i>
<i>080 (*)</i>	<i>S = 0 €/min</i>
<i>081 (*)</i>	<i>S = 0,03 €/min</i>
<i>08xy à créer</i>	<i>S = 0,06 €/min</i>
<i>0820 et 0821</i>	<i>S = 0,12 €/min</i>
<i>0825, 0826, 0884 et 0890</i>	<i>S = 0,15 €/min</i>
<i>0891</i>	<i>S = 0,30 €/min</i>
<i>0892</i>	<i>S = 0,45 €/min</i>
<i>0893</i>	<i>S = 0,75 €/min</i>
<i>08xy à créer</i>	<i>S = 0,10 €/appel</i>
<i>0897</i>	<i>S = 0,60 €/appel</i>
<i>0898</i>	<i>S = 1,20 €/appel</i>
<i>0899</i>	<i>S = autres tarifs</i>

(\*) Numéros non surtaxés ; S = 0,03 €/min = seuil limite de S au delà duquel le service est dit « surtaxé »

### III. Le dispositif proposé : plafonds et calendrier

#### III.1. Les engagements et propositions de la Fédération Française des Télécoms

#### III.2. Les évolutions concernant la tranche 080

Question n°3 : Quels commentaires pouvez-vous faire sur les évolutions proposées par l'Autorité concernant les numéros 080 ?	Pas de commentaire.
--	---------------------

#### III.3. Les évolutions concernant la tranche 081

##### III.3.1. Sur le niveau maximal pour la tranche 081

Question n°4 : Quelle option privilégiez-vous pour l'évolution des numéros 081 ? Quels éléments qualitatifs et quantitatifs pouvez-vous apporter à l'appui de ce choix ?	<p>Nous privilégions l'option 2 par ce qu'elle définit un tarif précis et <u>unique pour toutes les boucles locales</u>, l'intérêt étant également la fixation d'un tarif limite « non sur taxé ».</p> <p>Elle est cohérente avec l'évolution dans le futur modèle C+S, où en tendance C est intégré dans les forfaits et S (= 0,03€/min) représente le service dans sa composante non surtaxée.</p> <p>L'option 1 aurait comme effet de transformer les 081 en 080 du fait du coût marginal nul pour les abonnés disposant de forfaits illimités (qui incluront à terme inéluctablement la composante C) avec tous les effets pervers indésirables qui conduiraient les fournisseurs de service à ne plus les utiliser.</p>
--	--

Quelle que soit l'option choisie, l'Autorité estime que le nouveau tarif fixé doit être appliqué uniformément pour tous les numéros de la tranche 081 et non réservé à une nouvelle sous-tranche au sein de la tranche 081.

Commentaire	<p>Le fait de laisser coexister les tranches 0810 et 0811 actuelles au tarif actuel avec des tranches 081x (x différent de 0 et de 1) au nouveau tarif (en option 2) ne présente à notre sens aucun inconvénient : notre expérience est que au delà d'un cercle d'initiés, personne et certainement pas le consommateur moyen ne connaît le fait qu'il y a un lien entre les 3, 4 ou 6 premiers chiffres du numéros et le tarif appliqué et s'il le connaît, ne l'a mémorisé... Nous pensons que la vraie et seule réponse en matière d'information tarifaire, comme le préconise le rapport du CGTI, est de donner une information tarifaire pour chaque numéro à 10 chiffres, la référence à la tranche de numéro n'ayant de sens que pour les numéros gratuits ou pour les numéros réservés à certain service (Jeux, adultes,...).</p> <p>Nous pensons qu'il faut admettre que le lien entre le tarif du service et le numéro va disparaître de plus en plus comme pour les 3BPQ, et du fait de la mise en œuvre de la modulation tarifaire, d'où la nécessité à terme de la tarification au numéro.</p>
-------------	---

## Réponse Atos WORLDLINE

---

### III.3.2. Sur le calendrier

<b>Question n°5 : Que pensez-vous de la date du 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour la mise en oeuvre du nouveau tarif pour les numéros 081 ?</b>	<b>Nous pensons que c'est trop court : il faut permettre aux éditeurs qui ont bâti une économie sur le tarif actuel du 081 soit de migrer vers un autre numéro en gardant ce tarif, soit de revoir leur économie en changeant de tarif et en trouvant d'autres sources de financement. Pour certains services la migration peut être vraiment problématique et nécessiter des interventions sur le terrain (notamment pour reparamétrer le numéro à appeler sur certains terminaux de paiement électronique). Un délai de 3 ans au minimum nous semble nécessaire étant donné la durée des cycles économiques concernés (durées de contrat pouvant aller jusqu'à 5 ans ou plus).</b>
<b>Question n°6 : Souhaitez-vous l'adoption d'une première phase en 2010 ? Estimez-vous nécessaire d'ouvrir des blocs de numéros au nouveau tarif choisi pour les 081 dès 2010 ?</b>	<b>Oui, dans l'hypothèse du choix de l'option 2 et de l'ajout de nouveau blocs en 0810PQ/0811PQ: cela permet de répondre rapidement aux exigences légales en utilisant des numéros SVA en lieu et place des solutions transitoires actuelles non satisfaisantes (numéros géographiques ou numéros non géographiques en 09)</b>

## IV. Une réforme nécessaire dont les impacts sont importants

### IV.1. Données quantitatives sur l'usage des numéros 080 et 081

Répartition des volumes 081 (T1 2009)	appels	appels	minutes	minutes	TMC
Opérateurs télécoms	31%	310	33%	825	2,66
B to C	24%	240	31%	775	3,23
Monétique	12%	120	5%	125	1,04
Télesurveillance/Téléalarme	11%	110	2%	50	0,45
Administrations et assimilés	10%	100	15%	375	3,75
Autres et indéterminés	8%	80	7%	175	2,19
Cartes prépayées et téléphonie	2%	20	5%	125	6,25
B to B	2%	20	2%	50	2,50
<b>Total volumes / trimestre (Millions)</b>	<b>100%</b>	<b>1 000</b>	<b>100%</b>	<b>2 500</b>	<b>2,50</b>
depuis les mobiles	22%	220	24%	600	2,73
depuis les fixes	78%	780	76%	1 900	2,44

<p><b>Question n°7 : Disposez-vous d'éléments quantitatifs ou qualitatifs permettant de compléter les données de volumes et d'usages dont dispose l'Autorité sur les tranches concernées ? En particulier, quelles informations récentes pouvez-vous apporter concernant la tranche 081, et notamment sur l'évolution des volumes depuis 2006 ? 080 et 081 ?</b></p>	<p>La volumétrie des appels à destination des 081 dont nous sommes attributaires n'a pas été affectée par l'application des récentes dispositions réglementaires (LME et Loi Châtel) car les services associés sont principalement des services monétiques et de rechargement par émission de tickets électroniques. Les services vocaux associés à ces numéros sont très souvent dédiés aux administrations où aux clients B to B.</p>
--	---

### IV.2. L'impact de la modification du tarif de la communication depuis les réseaux mobiles

<p><b>Question n°8 : Avez-vous des commentaires à formuler sur l'impact de la modification du tarif de la communication depuis les réseaux mobiles ?</b></p>	<p>Nous pensons en effet que c'est aux opérateurs mobiles de prendre en compte l'impact de ces modifications sur leurs tarifs de détail. Nous pensons que cela va dans le sens du modèle C+S préconisé par le rapport CGTI où C est entièrement du domaine de responsabilité de l'opérateur de boucle locale départ.</p>
--	--

***IV.3. L'impact de la modification du tarif de la tranche de numérotation 081***

<b>Question n°9 : Disposez-vous d'éléments concernant l'impact d'une modification du tarif de la tranche 081 ? En particulier, quels sont les principaux éléments dont l'Autorité doit tenir compte dans sa décision ?</b>	<p>Si le palier tarifaire des 081 existants devait être modifié l'impact tarifaire serait très significatif puisqu'il entrainerait une baisse de revenu de plus de 50 %, 70% pour la monétique.</p> <p>Ce palier tarifaire correspond à un prix d'équilibre entre les éditeurs de service et les appelants, clients de ces services, il n'a pas d'équivalent proche en valeur, il est donc indispensable de le maintenir, idéalement sur les tranches actuelles ceci permettant évite des frais de migrations additionnels significatifs.</p>
--	---

## V. Le projet de décision

<b>Commentaire : proposition de reformulation de la décision</b>	<p><b>Article 1 : voir tableau ci-dessous en remplacement du précédent</b></p> <p><b>Article 2 : voir ci-dessous nouvelle formulation avec modifications en caractères soulignés :</b></p> <p><b>Article 2 –</b> A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2011 <u>(ou de la 1<sup>ère</sup> étape en 2010)</u>, le point f. de la partie 2 du document fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation, annexé à la décision n° 2005-1085 susvisée, est remplacé par :</p> <p><i>« f. Numéros ou blocs de numéros pouvant être surtaxés :</i>  <i>Les numéros ou blocs de numéros pouvant être surtaxés sont les suivants :</i>  - Numéros de la forme 3BPQ, à l'exception des numéros de la forme 3OPQ et 3IPQ ;  - Numéros de la forme 118XYZ ;  - Numéros de la forme 10XY ;  - Blocs de numéros de la forme 08ABPQ, à l'exception des numéros commençant par 080 <b>et 081</b> <u>ainsi que 3BPQ dès lors qu'ils sont accessibles au tarif maximal de 3c€ par minute.</u>  <i>Les numéros ou blocs de numéros peuvent être surtaxés dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment de la loi n° 2008-3 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs en date du 3 janvier 2008. »</i></p>
--	---

*Les numéros commençant par 080 et 081 sont organisés comme suit :*

<b>Numéros commençant par</b>	<b>Tarif maximal appliqué à l'appelant depuis les réseaux fixes</b>	<b>Tarif maximal appliqué à l'appelant depuis les réseaux mobiles hors plages d'illimités</b>
<b>080</b>	0 €	Tarif d'une communication vers les numéros géographiques inclus dans les forfaits
<b>081</b>	0,03 €/min avec tarif de communication inclus dans les forfaits	

*On entend par « Tarif d'une communication vers les numéros géographiques » le tarif souscrit par l'utilisateur auprès de son opérateur pour les appels vers les numéros géographiques français, hors communications entre territoires des départements, régions et collectivités d'outre-mer ou entre ces territoires et le territoire métropolitain.*